

■ Réunion -Débat du Mercredi 6 février 2019

La Bergerie – Cité des Brebis

La transition écologique

- L'assemblée convient que le questionnaire est peu adapté à la thématique évoquée et privilégie l'approche fiscale de la transition écologique.

Participants : 38 personnes

■ **Question 1 : Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'Environnement ?**

- L'assemblée ne souhaite pas répondre à cette question, estimant que tous les sujets sont importants et qu'il convient de les traiter globalement.

■ **Question 2 : Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ces problèmes ?**

- La transition est un passage progressif d'une situation à une autre, elle ne doit pas être brutale. Il faut fixer un cap, s'assurer que tous les acteurs sont mobilisés (individus, entreprises ...), et s'en donner les moyens.
- Pour autant, que pèseront les décisions nationales à l'échelle du Monde ? La problématique dépasse le cadre national, il faut pouvoir agir sur les grands groupes pollueurs, tout en agissant localement.
- Privilégier l'accessibilité des nouvelles énergies à toutes les populations
- Pourquoi en sommes-nous arrivés à cette situation d'urgence écologique. Résultat du modèle de développement des 50 dernières années, basé sur la croissance de la consommation à outrance. **Il faut réfléchir à un autre modèle de développement – économique et social - respectueux de l'Environnement et de l'Homme.**
- Paradoxe politique réel : nous sommes tous convaincus qu'il faut agir mais les pouvoirs publics sont « à la traîne », manquent de détermination. Il faut se donner les moyens.
- **L'Etat n'est pas toujours exemplaire dans ses choix :**
 - Exemple : exploitation du gaz de schiste en Guadeloupe accordée à un groupe russe.
 - Pourquoi freiner le projet de canal Seine-Nord alors qu'il permettra de désengorger les axes routiers du flux de camions
 - Pourquoi diminuer la desserte TGV de notre territoire ?
 - Développement du ferroutage
- Il faut une volonté politique à tous les niveaux
- Développer la pédagogie dès le plus jeune âge, pour inculquer les bonnes pratiques aux enfants.
- Les plus précaires ont souvent d'autres besoins à privilégier avant de penser au développement durable

- Le travail est engagé depuis plusieurs années par certaines structures publiques, depuis les années 90. Pour autant, il y a un manque de reconnaissance des structures et des organismes locaux – manque de visibilité et d’engagement dans la durée.
- Habitat : l’engagement des travaux, la prise de décision est difficile pour le particulier qui a besoin d’être accompagné, rassuré. Le reste à charge est élevé pour les propriétaires occupants qui veulent réaliser des travaux. Il y a un réel enjeu quant à la qualité des travaux effectués (offres avantageuses) qui dévoient l’objectif initial de rénovation thermique.
 - Ex : Isolation des combles à 1€ : les méthodes de démarchage commercial peuvent rebuter, perturber les occupants dans leur prise de décision
- Il faut une politique d’incitation réelle et durable
 - Ex : portiques taxe poids lourds – il n’est pas logique que les transporteurs étrangers ne soient pas mis à contribution
 - Pourquoi les entreprises ont-elles le droit de polluer à condition de payer (« droit de polluer »)
- Quelle est la logique sur les incitations aux véhicules propres ?
 - Nos véhicules polluants sont envoyés dans les pays en voie de développement, qui risquent de devenir les « poubelles » du Monde.
- Il faut appliquer le principe pollueur-payeur inscrit dans la Constitution mais cette logique est-elle la bonne ?

Ex : ASCOVAL perçoit des aides pour compenser la fiscalité écologique pour redonner la compétitivité des entreprises – coût du travail – il faut de la cohérence, ne pas se donner bonne conscience
- Pourquoi développer les zones commerciales à l’extérieur – inciter à l’usage de la voiture – il faut repenser l’aménagement urbain.
- Les lobbys ont un rôle trop important au niveau des décisions nationales
- La pression citoyenne peut-elle inverser le modèle et le comportement des grands pollueurs ?

■ Question 3 : Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd’hui touchée par le changement climatique ?

- La hausse du coût de l’énergie est une réalité
- Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes

■ **Question 4 : A titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?**

- L'assemblée s'interroge sur le Tri sélectif, est-il mis en œuvre partout, de la même façon ? Faut-il tendre vers un système identique à l'échelle européenne ? Les Incivilités et dépôts sauvages nuisent aux efforts collectifs...
- Faut-il remettre en place le système des consignes ?
- Exemple de la collecte des verres au niveau local :
 - Alimente les caisses des entreprises, ne revient pas au consommateur mais profite aux entreprises de recyclage
- **Impact de la surconsommation :**
 - Lutter contre l'Obsolescence programmée des équipements ménagers
 - Privilégier la réparation des appareils ménagers (ressourceries, « repair café »)
 - **Accroître la durée de garantie des appareils électroménagers pour éviter le fait de jeter**
- Avons-nous la certitude que les services payés sont correctement effectués (taxe sur l'assainissement, éco-participation...) – il faut de la transparence sur les sites d'enfouissement, de stockage et traitement des déchets... La réglementation est-elle bien appliquée ?
- La dématérialisation est-elle véritablement une bonne idée (moins de papier mais qu'en est-il du coût de l'énergie). Quel est l'impact des nouvelles technologies ?
- Pas facile de faire des gestes au quotidien, qu'en est-il de l'impact de certains équipements ?
 - Les filtres pour l'eau
 - Les batteries électriques
- Peu de certitudes sur les bonnes pratiques, sur les solutions proposées, les durées de vie annoncées

■ **Question 5 : Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?**

- **La Question est mal posée : il ne faut pas dissocier l'Ecologie du Social**
- Comment lier une ambition écologique avec les enjeux sociaux dans une société qui pousse à la consommation (paradoxe : consommer plus pour faire des économies !) ?
- La dimension financière n'est pas la seule dimension à prendre en compte, il faut privilégier la qualité, la juste rémunération des producteurs – consommer autrement – prendre en compte la dimension sociale, sanitaire...
- Nous avons une responsabilité vis-à-vis des jeunes générations
- Il faut prendre en compte le retour sur investissement – aucune garantie pour le consommateur
- Les aides publiques peuvent provoquer une augmentation des prix de vente (marge des entreprises)

■ Question 6 : Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

- Il faut promouvoir la gratuité des transports en commun et améliorer la desserte et l'offre de transports en commun, notamment dans les zones péri-urbaines et proches des métropoles.
- L'Etat a-t-il intérêt à promouvoir les transports en commun ? Un calcul sur le coût du transport Bully – Lille (véhicule 5 CV) comparé à celui d'un billet de train prouve que l'Etat est gagnant à privilégier la voiture ! L'Etat est-il prêt à accepter cette perte de recettes fiscales ?
- Il faut revenir au bon sens :
 - Le co-voiturage existe depuis longtemps
 - Consommer les fruits de saison – Privilégier les circuits courts
- Repenser l'aménagement du territoire face à la métropolisation
 - Les conditions de vie y sont plus chères
 - Privilégier le modèle des villes moins concentrées, plus humaines
 - Il faut que les grandes entreprises montrent l'exemple (Ex : concentration des activités tertiaires dans les grandes métropoles)

■ Question 7 : Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

- **Il ne faut pas culpabiliser le citoyen et appréhender l'Ecologie sous le seul aspect fiscal ou financier, la question est politique :**
 - Quels sont les biens communs, qui ne doivent pas être marchandés – spéculés : Eau, transports publics... ce sont nos biens communs, à préserver, à défendre
 - La responsabilité des bailleurs sociaux est lourde concernant la rénovation des logements, la démarche est engagée depuis 40 ans mais les réglementations évoluent sans cesse...
 - La qualité des travaux est posée, les entreprises sont-elles contrôlées sur leurs résultats ?
 - Pourquoi les bailleurs privés ne sont-ils pas soumis aux mêmes exigences alors qu'ils hébergent des populations très modestes ?

■ Question 8 : Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

- Oui, à condition de financer le changement des dispositifs de chauffage
- Cercle vicieux : les personnes modestes habitent des logements non isolés mais n'ont pas les moyens de financer des travaux de rénovation énergétique, les caractéristiques techniques du logement sont parfois trop contraignantes pour le propriétaire...

■ **Question 9 : Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'Etat, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements, et pour les déplacements ?**

- La méconnaissance des dispositifs est bien réelle
- Il existe une légitime méfiance à l'égard du démarchage commercial dans ce domaine
- Ne faut-il pas tenir compte des spécificités locales – techniques- adapter les aides selon la situation géographique ?
- La taxe Contribution au Service Public de l'Electricité, mise en place en 2002 (100 € en moyenne par an par foyer) avait pour objectif de développer les énergies nouvelles et la solidarité (*chèque énergie*) – il conviendrait de mieux répartir le produit de cette taxe et de s'assurer de sa bonne utilisation
- Il faut arrêter les aberrations : l'Enduropale du Touquet est sponsorisé par les collectivités, quel en est le bilan carbone ?

■ **Question 10 : Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc... ?**

- Les citoyens usagers ne sont pas suffisamment appelés à s'exprimer sur l'offre de transports en commun et la qualité de service ? Il conviendrait de développer la représentation des usagers-clients
- La SNCF veut fortement réduire la desserte TGV : comment les usagers peuvent-ils réagir ? Quel est le pouvoir des usagers ? Les Comités d'usagers TER créés par la Région HDF sont-ils écoutés ?
- L'offre actuelle de transports en commun (desserte, horaires, sécurité) dissuade l'utilisation des transports en commun et encourage l'usage de la voiture
- Autoroutes concédées : pourquoi l'Etat n'était-il pas capable de gérer plus efficacement que les sociétés privées ?
- Pourquoi ne pas adapter les horaires des entreprises pour faciliter le co-voiturage et moduler les effectifs transportés
- La dimension culturelle de la voiture est forte (publicité, marketing...)
- La solution est de pouvoir travailler en proximité, il faut repenser l'aménagement du territoire
- Création de parkings péri-urbains reliés par navettes aux lieux d'emplois, pour les petites villes parkings proches des centres avec accès pédestres

■ **Question 11 : Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?**

- L'écologie ne peut se réduire à cette approche financière et fiscale, l'impact des taxes reste à prouver, qui plus est quand les usagers n'ont d'autre choix que de recourir à leur véhicule pour se déplacer...

■ **Question 12 : A quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ?**

→ **Pas de prise de position sur cette question**

- La question vaut pour toutes les taxes...
- Avant de supprimer, il faut développer les solutions alternatives et les rendre économiquement plus intéressantes (prises pour recharger les véhicules...)
- Les entreprises sont-elles prêtes à développer de nouvelles technologies ? Le modèle économique existe-t-il ? Quel sera l'impact des nouvelles technologies sur les ressources naturelles ? Quel est le modèle vertueux ?
 - Ex : extraction du lithium
 - Quel sera l'impact du démantèlement des centrales nucléaires ?
 - Quid du stockage des déchets radioactifs ?
 - Pas de solutions évidentes – il faut développer le panel des approches alternatives
- Il faut privilégier les initiatives locales

■ **Question 13: Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée ?**

- Par le budget de l'Etat et la fiscalité écologique mais, au final, c'est le citoyen-contribuable qui la financera. Il faut d'autres sources de financement.

■ **Question 14: Et qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ?**

- Tous les acteurs économiques doivent être mis à contribution. Les entreprises sont proportionnellement moins mises à contribution que les individus, il faut pénaliser les entreprises polluantes, sanctionner celles qui ne respectent pas la réglementation.

■ Question 15 : Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ?

- Les lobbys économiques sont trop influents sur les politiques publiques
- Les grands pollueurs défendent leurs intérêts financiers – il faudrait garantir la neutralité des décideurs publics (interdire strictement les liens ou intérêts personnels avec les groupes industriels)
- Impuissance de l'Union Européenne à faire face à la problématique de l'Ecologie : certains pays européens ne respectent pas la réglementation – « dumping social et environnemental » – il faudrait pourtant que l'UE soit exemplaire
- La France n'est pas suffisamment imposante par rapport aux autres pays non exemplaires
- L'écologie n'est pas compatible avec la notion de compétitivité économique
- Il conviendrait de taxer les produits importés non respectueux
- La compétitivité est cependant nécessaire sur le plan économique mondial, pour exporter – il faut accepter qu'il y aura un coût pour développer un modèle plus vertueux
- Question de fond politique : peut-on être pour le climat et la compétitivité économique ? Il faut se réinterroger sur la notion de compétitivité économique et sur la notion de « biens communs et publics » qui échapperaient au secteur marchand
- La transition économique est indispensable pour réaliser la transition écologique : il faut changer de modèle, repenser l'activité économique, pour être respectueux du climat

■ Question 16 : Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?

- La France devrait être leader au niveau européen et international, mais est-elle exemplaire ? (plaintes déposées contre la France par des ONG).
- La COP XXI a créé un élan mais certains grands pays s'en sont désolidarisés. Il conviendrait de créer un groupe de pays « moteurs » pour convaincre les autres.
- Les pays de l'UE n'ont pas de politique commune, chaque pays privilégie son propre développement.
- Pourquoi tout attendre de l'UE, les pays nordiques sont engagés depuis longtemps sur la priorisation du bien-être des citoyens. Osons, montrons l'exemple à suivre !

■ Question 17 : Y-a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

- Récompenser et valoriser les citoyens qui font des efforts, qui sont exemplaires

- Développer les actions citoyennes : nettoyage des espaces publics, expérimentation du Zéro Déchet, produits fabriqués maison, compostage (installer des composteurs dans les quartiers pour une utilisation locale), développer les emballages recyclables...
- Les enjeux relatifs à la faune et la flore sont peu pris en compte :
 - Exemple : la chasse à la glu autorisée dans quelques départements qui entraîne la disparition des oiseaux (contradiction de l'Etat)
 - Impact de l'urbanisation sur leur mode de vie (éclairage excessif, manque d'espaces verts...) – éclairage adapté, économe, respectueux du développement durable, ...

Vu, le rapporteur,
M. Bernard MULKOWSKI,

IMPORTANT : les propos consignés n'engagent en rien le rapporteur.